

αλληλεγγύη
για όλους!

solidarité pour tous!

www.solidarity4all.gr

e-mail: international@solidarity4all.gr

solidarité est le pouvoir du peuple
campagne de solidarité
pour la Grèce



«Je traite les problèmes de la dette extérieure depuis 35 ans et je peux vous dire que je n'ai jamais vu auparavant un pays dans la spirale de la récession depuis si longtemps... Ce n'est pas possible qu'une régression économique aussi accablante se perpétue infiniment dans un pays démocratique».

Charles Dalara, porte-parole de l'IIF (Institute de la finance internationale).
Interview au Service Hellénique du « Voice of America », 7. 12. 2012

«Quatre ans après que la grande crise a commencé à secouer les économies occidentales, un des économistes spécialistes, les plus éminents du monde, Olivier Blanchard, chef du département de recherche du FMI, a publié une étude reconnaissante que le FMI aussi bien que les dirigeants européens, les ministres des finances, la Commission européenne et la BCE, ont commis une grave erreur dans leurs calculs. Ils ont sous-estimé les conséquences dévastatrices des politiques d'austérité sur les états surendettés».

Arnaud Bouillin & Laurent Neumann, revue MARIANNE, 18.01.2013

Chères ami (e)s,

Lorsque c'est les représentants, eux-mêmes, des créanciers de la Grèce, que ce soit ceux du secteur privé (à savoir, le système bancaire international) ou le FMI, qui avouent la catastrophe sociale inédite et le danger énorme que la démocratie encourt en raison des «thérapies de choc», malfaisantes et consécutives, imposées à la Grèce, toute description supplémentaire de la crise humanitaire et sociale, incessamment accélérée, dont notre pays souffre semble inutile.

Cependant, si nous nous adressons à vous comme à l'opinion internationale, c'est pour vous faire parvenir la voix de ceux qui résistent à l'enfer social dans lequel notre pays se plonge à cause des mémorandums. C'est pour vous faire part non seulement de l'ampleur de la catastrophe mais surtout des diverses formes de solidarité sociale que le peuple grec déploie en tant que partie intégrante de la lutte pour le reversement des politiques d'austérité et de l'état d'exception que la troïka et les gouvernements grecs des dernières années ont imposé.

Les susdites ont rendu notre pays un **champ d'expérimentation sans précédent, lequel est sensé de s'étendre par toute l'Europe** (et même au-delà), afin que le capitalisme surmonte sa crise systémique. Une expérimentation qui

fait surgir dans l'Union Européen des politiques que les pays développés du nord et les métropoles capitalistes jusqu'à maintenant réservaient aux autres pays du monde et avant tout aux pays pauvres du sud.

Nous sommes conscients du fait que l'expérience et les luttes du peuple grec, ainsi que de toute autre peuple, font partie de notre lutte commune contre l'Armageddon social et la brutalité des mesures d'austérité au détriment des travailleurs, des jeunes, des pensionnaires, des femmes, de la classe moyenne, des agriculteurs, des immigrés, que l'on préconise partout. Nous sommes conscients du fait que la solidarité et l'entraide parmi nous constitue la condition préalable pour que tout peuple reste debout. Debout, en lutte contre les répercussions de la crise, en résistance contre le démantèlement de l'Etat-providence, les atteintes aux libertés politiques et syndicales acquises depuis plus d'un siècle.

En même temps, cependant, en dehors de garantir les moyens de subsistance, en dehors de la lutte pour l'existence, **le mouvement de solidarité se bat pour construire un avenir différent, une alternative pour la société entière.** L'éclosion des nouvelles formes d'auto-organisation populaire, par le biais des structures de solidarité sociale qui se multiplient partout dans

les domaines les plus divers, peuvent s'ériger en un modèle alternatif, non seulement pour une sortie de la crise au profit du peuple mais aussi bien pour un autre mode d'organisation, par la voie d'un changement social radicalement et profondément démocratique. Nous tenons la mise en lumière de cette expérience propre pour une dimension et un apport majeur à nos luttes communs.

L'attaque auquel nous faisons face est si grave que, pour paraphraser un des mots d'ordre principaux du mouvement de solidarité grec, «aucun peu-

ple ne peut se laisser seul dans la crise». En rendant compte, donc, de la réalité sociale tragique des mémorandums mais aussi bien du mouvement social de solidarité en Grèce, **nous faisons un appel à vous toutes et tous, à chaque collectivité et organisation sociale, syndicale ou politique, à chaque groupe des gens ou à chaque citoyen, pour demander votre mobilisation et participation au développement d'une campagne internationale de solidarité avec la Grèce**, moyennant la fortification et l'animation des actions de solidarité afférents.

4 ans Mémorandums - 4 ans de dégradation sociale ou, comment un pays européenne se transforme en un pays de tiers monde

Le paysage de la destruction sociale qui est survenue les dernières années chez nous, à la suite des programmes d'austérité consécutives et du démantèlement de tout ce qui était resté de l'Etat-providence, est pertinemment dessiné, par beaucoup de monde, comme un paysage du tiers-monde.

CHÔMAGE

Le **taux de chômage** en Grèce a atteint un niveau de cauchemar, **comparable à celui des périodes d'histoire qui succèdent aux grandes catastrophes nationales ou aux guerres**. Selon les chiffres officiels¹, qui manquent à rendre compte d'une partie considérable du chômage réel, le dernier a presque triplé entre 2009 et 2012. En 2009, le taux de chômage enregistré était de 9,5%, et puis de 12,5% en 2010, pour augmenter à 17,7% en 2011 et grimper à 26,8% en octobre 2012. Le taux de chômage a agrandi, en passant de 18,9% en Septembre 2011 à 26% en Septembre 2012, un taux de croissance de 38%, le pays comptant désormais **1.295.203 de chômeurs**. Dans une même année, 356.495 personnes ont perdu leur emploi, alors qu'en raison de la récession il y a eu 60.000 faillites d'entreprises². On compte



1. V. «Conditions de vie en Grèce, ELSTAT» (sur la base des revenus de 2010), Novembre 2012: http://www.statistics.gr/portal/page/portal/ESYE/PAGE-livingcond/content/LivingConditionsInGreece_1112.pdf et «Aspects sociaux de la tragédie grecque et la lutte pour en sortir», 14.01.2013, http://international.koel.gr/index.php?option=com_content&view=article&id=178:social-aspects-of-the-greek-drama-and-the-struggle-for-a-way-out-1412013&catid=17:against-imf-eu&Itemid=13

2. Savvas Pabolis «L'heure est venue pour la reconstruction intérieure: les erreurs de Troïka et les conditions de la croissance nécessaire», "Ta nea", 26-4-2012.

près de 30.000 licenciements chaque mois. Ce n'est qu'un nombre de 200.000 chômeurs d'entre eux qui reçoivent une allocation de chômage maigre (entre 180-468€) pendant une période entre 5 et 12 mois, selon le cas. Selon un sondage mené par GSEVEE «près de 40% des ménages compte au moins 1 chômeur»³. Le FMI prévoit une nouvelle hausse du chômage en Grèce à 26,6 % en 2013, tout en demandant le licenciement de 27.000 fonctionnaires dans la même année⁴.

JEUNESSE – CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE – IMMIGRATION

La jeunesse s'avère la principale victime de la crise et de la récession. Le taux de chômage en Grèce chez les jeunes de moins de 25 ans atteint 56,4%, ce qui lui accorde la première place dans l'UE, et chez les femmes s'élève à 30,1%. Selon un rapport de l'UE, entre 2008 et 2011 la menace de pauvreté et d'exclusion sociale chez les jeunes a augmenté en Grèce au rythme le plus rapide dans l'UE, à savoir de 6%-7% aussi bien qu'en Espagne, dont le taux de chômage chez les jeunes se révèle aussi élevé⁵.

Le taux de chômage de longue durée (plus de 12 mois) allant en Grèce, selon la même enquête, jusqu'à 80%, la recherche du travail à l'étranger paraît une conséquence logique pour de nombreux chômeurs et même employés grecs. Un sondage d'ADECCO⁶ montre que 49% des répondants, dont 30% au chômage depuis plus de 2 ans, cherchent actuellement du travail à l'étranger, alors que 3% d'entre eux ont déjà accepté une proposition relative. En outre, plus de la moitié (53%) des répondants se déclarent déterminés à quitter la Grèce dès qu'ils trouvent un emploi dans un autre pays. L'enquête reflète l'ampleur que la tendance de la migration de la population la plus active du pays, des jeunes, à l'étranger prend, comme une conséquence directe de la récession induite par la mise en œuvre des mémorandums.



CHUTE DES SALAIRES ET DES RETRAITES

Les énormes taux de chômage s'accompagnent des baisses importantes des salaires et des retraites. Dès 2010 jusqu'à aujourd'hui, les salariés et les retraités ont perdu 35% à 50% de leur revenu

3. IME GSEBE, Enquête: "Revenue - Dépenses des ménages", 07.02.2013, http://www.gsevee.gr/index.php?option=com_content&view=article&id=249:2013-02-07-09-33-09&catid=56:meletes&Itemid=280

4. Données du rapport du FMI, publiées à «Progrès, sous réserves, pour la Grèce, selon FMI», 18 Jan. 2013, <http://news.in.gr/economy/article/?aid=1231231218>

5. Données issues du rapport de la Commission européenne concernant l'emploi et les évolutions sociales en Europe, publiées à «Les principales victimes: Le chômage et la pauvreté frappent les jeunes de l'Europe en crise», in.gr, Bruxelles, 08 Jan. 2013, <http://news.in.gr/greece/article/?aid=1231229586>

6. Données issues du sondage d'Adecco «organisation pour la prestation des services de main d'œuvre» (sic), publiées à «Le chômage chasse les jeunes: La moitié de la population active grecque cherchent un emploi à l'étranger», in.gr, <http://news.in.gr/economy/article/?aid=1231227353>..

alors que «93,1% des ménages ont subi des baisses des revenus en période de crise», une baisse moyenne du revenu des ménages de 38% par rapport à 2009⁷. Entre 2008 et 2011⁸ les salaires réels ont diminué de 12% alors que le revenu disponible moyen des ménages a baissé en termes nominaux de 13%. Selon le rapport annuel de l'OCDE⁹, en 2011 la chute des salaires en Grèce a atteint un record de 25,3%, la plus forte baisse parmi les 34 pays membres de l'organisation.

Ce qui plus est en 2012, selon le mémorandum II, le salaire mensuel de base (salaire brut) a diminué d'un autre 22%, de 751€ à 586€, pour les employés de plus de 25 ans, alors que pour ceux de moins de 25 ans il a chuté de 32%, à savoir de 751€ à 511€, soit 427€¹⁰ salaire net, la réduction réelle des salaires en 2012 atteignant 30%. Ainsi, le salaire horaire s'élevant à 2,7€, typiquement les salaires se retrouvent aux niveaux de 2005, tandis que le pouvoir d'achat réel du salaire moyen a reculé aux niveaux de 2003, et du salaire de base aux niveaux de la fin des années 1970.



Manifestation des retraités contre la baisse des pensions, 2009.

DÉMANTÈLEMENT DU DROIT DU TRAVAIL – DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DES FONDS DE SÉCURITÉ SOCIALE

En outre, l'abolition des conventions collectives a entraîné la flexibilité violente du travail et **la démolition presque totale du cadre institutionnel de protection des droits de travail**, ce qui favorise l'arbitraire et les violations sans limite de la part des employeurs. Celles-ci consistent notamment en salaires et cotisations patronales de sécurité sociale impayés. Selon les données de l'inspection du travail (Janvier 2013)¹¹, le nombre des travailleurs impayés pendant 2-5 mois a atteint un demi-million (500.000) de travailleurs. Le Comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale du travail, dans sa décision sur les abus contre les travailleurs en Grèce, affirme que «les transitions professionnelles constituent une violation flagrante des principes et droits fondamentaux protégés par la Convention de l'OIT 87 (protection de la liberté syndicale) et 98 (protection de la libre négociation collective et des conventions collectives)»¹².

En plus, la dilapidation des réserves des caisses de sécurité sociale et des retraites en Grèce au profit des créanciers a engendré **l'effondrement du système de**

7. IME GSEBE, Enquête: "Revenue - Dépenses des ménages", 07.02.2013, http://www.gsevee.gr/index.php?option=com_content&view=article&id=249:2013-02-07-09-33-09&catid=56:meletes&Itemid=280

8. Données issues du rapport de la Commission européenne concernant l'emploi et les évolutions sociales en Europe, publiées à «Les principales victimes: Le chômage et la pauvreté frappent les jeunes de l'Europe en crise», in.gr, Bruxelles, 08 Jan. 2013, <http://news.in.gr/greece/article/?aid=1231229586> Il est à noter que les grandes coupures dans les salaires et les retraites ont commencé à s'appliquer dès 2011.

9. OCDE, «Baisse des revenus, hausse des impôts», Ta nea (Ta Néa), 26-4-2012.

10. Christina Kopsini, «Quid des salaires minimums en Grèce», Kathimerini, 21 Novembre 2012, http://news.kathimerini.gr/4dcgi/_w_articles_economy_2_21/11/2012_502352 et <http://www.tax-profit.gr/forologika-popular/235-Ta-Aποτελέσματα-των-νέων-αλλαγών-στις-εργασιακές-σχέσεις.html>

11. Données de l'inspection du travail, issues d'un sondage de Mega, 11 Janvier 2013, <http://www.megatv.com/megagegonota/article.asp?catid=27369&subid=2&pubid=30317641>

12. http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---elconf/documents/meetingdocument/wcms_193260.pdf



Le principal dépôt du métro d'Athènes occupé par les grévistes au cours de leur grève récente de huit jours, qui a pris fin avec leur réquisition, 2013.

sécurité sociale et des retraites en Grèce.

Les caisses de sécurité sociale ont été forcées d'acheter, moyennant leurs actifs, les obligations de l'État grec, puis participer à la réduction de la dette grecque (PSI février 2012), ce qui avait comme résultat des pertes de 53% en terme nominal, et plus de 70% en terme réel. Au lieu des 700-800 millions de gain prévu pour les caisses de sécurité sociale grâce aux intérêts et rentes, après le PSI celles-ci ne vont récolter que de 120 à 160.000.000€. Cela rend douteuse la viabilité des caisses et leur capacité de payer les pensions, et conduit à une majoration encore plus lourde des cotisations salariales de sécurité sociale en même temps que les employeurs profitent d'une réduction, voire exonération, des leurs cotisations. On en trouve l'illustration majeure dans les changements successifs du système de sécurité sociale, à savoir la réduction, voire élimination, des droits d'assurance, **l'augmentation de l'âge de la retraite** de 65 pour les hommes et les femmes à 67 ans à partir du 01/01/2013, **la réduction des retraites** et la restriction ou suppression des prestations sociales. Entre 2010-2012, il y a eu trois coupes dans les retraites, le pourcentage de la réduction totale allant jusqu'à 40% pour certaines classes, alors qu'une réduction davantage de plus de 1000€ est prévue à partir du 01/01/2013¹³, au taux de 5 à 20 % (suivant l'échelle)¹⁴.

PILLAGE FISCAL

Les engagements de remboursement des prêts et des intérêts engendrent **l'augmentation des impôts directs et indirects et le pillage fiscal multiple et continu des revenus** des classes populaires- hausse de la TVA d'un maximum de 27%, «taxe de solidarité» (sic) sur les fonctionnaires et les professionnels libéraux, etc.- tandis que la taxation, déjà basse, de 25% sur les bénéfices distribuées des sociétés en 2009 a été réduite progressivement à 20% pour tomber à 10% à partir de janvier 2013. Ainsi, les employés et les retraités ont payé en 2011 le 55,5% des impôts directs, un montant de 7,1 milliards €, tandis que les entreprises seulement 3,6 milliards €, soit le 28,1%. Selon la GSEE: «Le fardeau fiscal des salariés et des retraités en Grèce a augmenté en 2011 et atteint 35,6% du salaire brut, tandis que la moyenne de l'UE a tombé à 31,7%»¹⁵. De même, selon le rapport de 2011 de l'OCDE, en 2011 une famille de quatre personnes a affecté le 37,8% de ses revenus aux impôts et cotisations d'assurance, soit 12% plus que la moyenne des pays membres de l'organisation¹⁶. Ainsi, «49% de la population déclare qu'elle n'est pas susceptible de s'acquitter de ses obligations fiscales»¹⁷.

13. Leonidas Stergiou, «Diminution de 40% des retraites après les coupes», Kathimerini, 4-03-2012, http://news.kathimerini.gr/4dcgi/_w_articles_economy_1_04/03/2012_474630

14. Ta nea, «Baisse de 5-20% des retraites de plus de 1000 € à partir du 1 Janvier 2013», 17-12-2012, <http://www.tanea.gr/oikonomia/article/?aid=4776110>

15. GSEE, Communiqué de presse – Les injustices fiscales au détriment des salariés et retraités s'aggravent, 5.12.2012, <http://www.gsee.gr/news/print.php?id=1967>

16. OCDE, «Baisse des revenus, hausse des impôts», Ta nea, 26-4-2012.

17. IME GSEBE, Enquête: «Revenue - Dépenses des ménages», 07.02.2013, <http://www.gseevee.gr/index>

Néanmoins, en 2013 on est en train d'imposer des nouvelles mesures fiscales conformément aux engagements pris à l'égard de Troïka à percevoir un montant supplémentaire de 2,5 milliards €, un montant qui va certainement s'accroître vu l'écart de 7% des recettes publiques par rapport aux objectifs ciblés de Troïka – gouvernement grec pour le janvier de 2013 et de 16% par rapport au janvier de 2012¹⁸.

Il est à noter que les quelques revenus supplémentaires sont dus à la hausse de la taxation des salaires et des retraites alors que les recettes de la TVA ont diminué de 15% à cause de l'anéantissement de la consommation d'huile de chauffage et de non-paiement de la TVA par nombre des professionnels¹⁹.

HAUSSE DES PRIX- MÉNAGES SANS ÉLECTRICITÉ

Bien que l'on puisse attendre que la récession cinquante conduirait à une baisse des prix, en revanche **les augmentations des prix des biens essentiels et des biens sociaux** continuent. Alors que le ministre de croissance se félicitait, en faisant valoir que les prix des denrées alimentaires et des boissons ont baissé de 0,54% en 2012, l'indice des prix à la consommation a dévoilé une hausse de 0,8%²⁰, alors que le FMI estime l'inflation auprès de 0,5% en 2102, 1,2% en 2013 et 0,4% en 2014²¹. La hausse du prix de l'électricité en constitue l'exemple illustre. Depuis juillet 2008, son prix a augmenté 15 fois alors que l'augmentation totale dépasse 44%. Concrètement, après l'avènement des mémorandums (2010) et sous l'empire des conventions de prêt, le prix de l'électricité a augmenté en janvier 2011 de 13,7%, en janvier 2012 de 9,2%, en janvier 2013 de 8,8%, la libération du prix à la consommation étant prévue à partir de juillet de 2013. Par ailleurs, la TVA sur la consommation d'énergie de 9% en mars 2010 a atteint 13% en janvier 2011²². Toujours en 2012, selon les données du ministère de croissance, «les augmentations dans le secteur d'électricité, du prix du mazout et des combustibles solides ont atteint 27,1%»²³ alors qu'une nouvelle hausse du prix d'électricité de 10% (sans tenir en compte la charge à cause du changement de l'échelle et de l'usage allant jusqu'à 23%) a été imposée en janvier 2013. Ces augmentations tragiques avec l'impôt exorbitant sur le bien immobilier (haratsi) reçu par PPC «conduit 40% de ménages à retarder son paie-

Protestation contre l'impôt exorbitant sur le bien immobilier (haratsi), en dehors du Parlement grec, 2011



[php?option=com_content&view=article&id=249:2013-02-07-09-33-09&catid=56:meletes&Itemid=280](http://news.in.gr/economy/article/?aid=1231234178)

18. in.gr, «Un "trou" de 305 millions dans les recettes budgétaires en Janvier», 07.02.2013, <http://news.in.gr/economy/article/?aid=1231234178>

19. Ibid.

20. in.gr, «Ça ne va pas aller...», 07.02.2013, <http://news.in.gr/greece/article/?aid=1231234159>

21. Données du rapport du FMI, publiées dans «Progrès, sous réserves, pour la Grèce, selon FMI», 18 Jan. 2013» <http://news.in.gr/economy/article/?aid=1231231218>

22. «Un scandale de longue durée: 17 hausses imposés par PPC», http://24wro.blogspot.com/2011/04/17_04.html#ixzz2IEZKFP7B

23. in.gr, «Ça ne va pas aller...», 07.02.2013 <http://news.in.gr/greece/article/?aid=1231234159>



Le syndicat de la Power Public Corporation (PPC) en grève, 2011.

foyers par mois en moyenne.

ment (à l'Etat et les banques) afin de se débrouiller, alors que 50% ne dispose pas de revenus suffisants pour couvrir ses engagements (lumière, eau, énergie, prêts)²⁴. Selon, Art. Zervos, président et chef de la direction du PPC, en 2011 PPC a fait plus de 400.000 arrangements, alors qu'en 2012 le nombre des arrangements est estimé à plus de 700.000²⁵. Dans le même temps, PPC interrompt l'alimentation électrique de 30.000

AUGMENTATION DE LA PAUVRETÉ

Les allures de cauchemar que la pauvreté prend, atteignant un niveau qui rend la Grèce championne de la pauvreté en Europe, n'a rien de surprenant. En 2005 le pourcentage de la population sous le seuil de pauvreté (soit la population ayant un revenu de moins de 60% du revenu disponible médian) s'élevait à 21%, à savoir 2.088.701 personnes²⁶. La même figure en 2010, selon ELSTAT²⁷, a monté à 21,4%, soit 2.341.000 personnes, une augmentation de 0,4%. En 2011, selon Eurostat²⁸, le taux de la population au-dessous du seuil de pauvreté a atteint 22,9%, soit une hausse de 1,5%. Ainsi, dans une seule année de mémorandum (2010-2011), le rythme de la pauvreté a quadruplé. Et cela, malgré la baisse du seuil de pauvreté basé au revenu disponible médian. Autrement dit, la chute de ce dernier²⁹ fait baisser par ricochet le seuil de la pauvreté en présentant, de la sorte, comme «non-pauvres» des ménages qui ne sont pas en vérité en mesure de répondre à leur besoins de base.

«En fait, on se trouve confronté à la consolidation d'une situation économique pour nos ménages, laquelle fait émerger une "économie-société de 1/2", la moitié de la population repoussé dans la marge et arrivant à peine à survivre»³⁰. Selon les données d'Eurostat pour 2011, le pourcentage de la population grecque en impuis-



24. IME GSEBE, Enquête: "Revenue - Dépenses des ménages", 07.02.2013, http://www.gsevee.gr/index.php?option=com_content&view=article&id=249:2013-02-07-09-33-09&catid=56:meletes&Itemid=280

25. «En impuissance de payer: Plus de 700.000 arrangements des dettes retardés par PPC», in.gr, 07-01-2013 <http://news.in.gr/greece/article/?aid=12312292>

26. Un sondage d'Eurostat 2009, publié dans «Le taux de pauvreté se consolide à plus de 20% en Grèce», Kyriakatiki Eleftherotipia, 31.05.2009

27. «La baisse inédite du niveau de vie et l'augmentation de la pauvreté dès 2010: les données choquantes d'ELSTAT», in.gr, 02-11-2012, <http://news.in.gr/economy/article/?aid=1231220484>

28. Un sondage d'Eurostat 2012, publié dans «La menace de l'exclusion sociale: 3,4 milliards vivent à la limite du seuil de pauvreté», in.gr, 03 Dec. 2012, <http://news.in.gr/greece/article/?aid=1231224846>

29. La diminution moyenne du revenu familial s'élève à 38% entre 2009-2012 (v. «La Chute des salaires et des retraites») et a entraîné une baisse importante du revenu disponible moyen dont le seuil de pauvreté dépend».

30. IME GSEBE, Enquête: "Revenue - Dépenses des ménages", 07.02.2013, http://www.gsevee.gr/index.php?option=com_content&view=article&id=249:2013-02-07-09-33-09&catid=56:meletes&Itemid=280

sance de répondre aux besoins élémentaires de survie s'élève au 15,2%, contre 8,87% dans l'UE, et selon le sondage de GSEVEE ce chiffre est passé à 20% en 2012. En 2008 c'était un quelque 28,1% de la population qui se trouvait auprès du seuil de pauvreté, tandis qu'en 2011 ce chiffre est passé à 31%, la menace de la pauvreté pesant sur 3.403.000 personnes³¹, un nombre qui s'approche de 3.900.000 personnes à la fin de 2012, selon le rapport annuel de GSEE³². Il faut noter que le chiffre respectif pour l'UE-27 s'élevait à 16,4% en 2010.

RÉCESSION

Il s'ensuit la chute libre de la demande intérieure entre 2010-2012 à peu près de 25%, soit un retour aux niveaux de 2000, alors que l'on estime que «le pouvoir d'achat des Grecs a été réduit de 50%»³³, les données faisant apparaître la régression de l'économie grecque en raison des mémorandums et des politiques d'austérité. Entre 2009-2012 le PIB total a diminué de 25%, alors que l'on attend une réduction de plus de 8% en 2012 et un 4,2% de surcroît en 2013³⁴. La récession a aggravé la divergence effective entre l'économie grecque et la moyenne de l'UE, rendant caduc le progrès effectué pendant les années 1995-2007. Plus précisément, en 2009, le PIB par habitant en Grèce représentait 92% de la moyenne de l'UE, alors que dans deux seuls années, soit jusqu'à 2011, il a chuté de dix points, à 82%. Entre 2009-2010, les dépenses mensuelles moyennes des ménages ont baissé de 9,3% (en termes réels, compte tenu de l'inflation)³⁵, lorsque, selon un sondage de GSEVEE, au cours de la récession «70% des répondants ont dit qu'ils ont réduit même les aliments, 80% les transports, 92% les dépenses en vêtements et chaussures, et 83,2% les dépenses du chauffage de ménage». Près de 90% de la population a fait des coupures dans ce qui est désigné sous le nom des dépenses du divertissement et de la gestion des loisirs (restaurants, cafés, cinémas, voyages, boulangerie). En outre, 42,5% des ménages a noté qu'il achète des produits d'une qualité inférieure³⁶.

Manifestation du syndicat des chômeurs et des travailleurs précaires à Héraklion, Crète, (2011).



31. Un sondage d'Eurostat 2012, publié dans «La menace de l'exclusion sociale: 3,4 milliards vivent à la limite du seuil de pauvreté», in.gr, 03 Dec. 2012, <http://news.in.gr/greece/article/?aid=1231224846>

32. INE- GSEE, L'Economie Grecque et le Travail INE, Rapport annuel 2012, <http://www.inegsee.gr/sitefiles/studies/EKTHESH%2014.pdf>

33. in.gr, «Ça ne va pas aller...», 07.02.2013 in.gr, <http://news.in.gr/greece/article/?aid=1231234159>

34. Données du rapport du FMI, publiées dans «Progrès, sous réserves, pour la Grèce, selon FMI», 18 Jan. 2013, <http://news.in.gr/economy/article/?aid=1231231218>. En outre, le FMI estime, dans le même rapport, la diminution totale du PIB à 19,5%.

35. «La baisse inédite du niveau de vie et l'augmentation de la pauvreté dès 2010: les données choquantes d'ELSTAT», in.gr, 02-11-2012, <http://news.in.gr/economy/article/?aid=1231220484>

36. IME GSEBE, Enquête: "Revenue - Dépenses des ménages", 07.02.2013, http://www.gsevee.gr/index.php?option=com_content&view=article&id=249:2013-02-07-09-33-09&catid=56:meletes&Itemid=280

EFFONDREMENT DE LA SANTÉ PUBLIQUE



Syndicats des travailleurs de la santé en protestation contre la fermeture des hôpitaux et l'effondrement du système de santé public.

Le chômage massif, la pauvreté croissante, les coupes radicales dans les dépenses pour les services de santé et l'imposition d'une redevance pour accéder à eux, créent les conditions de **la ruine du système de santé publique**. Selon les données des Médecins Sans Frontières³⁷, ayant affaire à 2011, le financement des hôpitaux publics a diminué de 40%, tandis que dans le même temps la demande de soins hospitaliers a augmenté de 24%! En même temps que la crise économique accroît le nombre des personnes qui se réfugient à NHS, le chômage de longue durée conduit à **l'exclusion du droit d'accès aux services de santé publique** des centaines de milliers de personnes³⁸. De plus, en 2011, la redevance pour les services de santé publique est passée de 1 à 5 €- sans l'exception d'aucun groupe social-, et à partir de 2013 un billet de 25 € est requis pour l'admission aux hôpitaux publics.

LA DEGRADATION DES CONDITIONS DE SANTÉ

Les coupes ont conduit à une réduction radicale du personnel et à la détérioration des infrastructures des services de santé. Des hôpitaux et des unités régionales de santé publique ont été fermés, des postes de médecins et d'infirmiers restent vacants et, partant, des ailes des hôpitaux ne fonctionnent pas, alors que le manque des médicaments pousse à la ré-stérilisation des pansements pour les réutiliser. Ce qui plus est, plusieurs hôpitaux sont contraints à réduire même la nourriture des patients hospitalisés faute des provisions suffisantes. Voilà le contrecoup des politiques compensatoires (aux coupures des mémorandums), dites «des solutions moins coûteuses», sans compter la charge douloureuse pour la santé des citoyens et **l'effet néfaste sur la qualité et l'efficacité des services de santé**, selon les organisations internationales.

Selon Marc Sprenger, directeur du Centre Européen de Prévention et Contrôle des Maladies (ECDC), «vu la disparité entre le nombre limité de médecins et d'infirmiers et le nombre accrue des patients et le manque d'argent des hôpitaux pour les provisions nécessaires, **même l'hygiène de base encourt un grand risque**». Le taux d'infections nosocomiales en Grèce a augmenté, atteignant 2.800 décès dans une même année, comme Roberto Bartolini, le représentant de l'OMS à l'UE, l'a noté, à Reuters, en soulignant que «les coupes dans les ressources et le personnel rend désormais difficile le contrôle des infections et le respect des règles d'hygiène». Pourtant, selon l'interview de R. Papadopoulou, représentant des Médecins Sans Frontières³⁹, à Guardian, dans la période janvier –octobre 2011 les incidences du Sida

37. Médecins Sans Frontières: flambée du SIDA, du paludisme et de la tuberculose. 16-03-2012, <http://www.pheme.gr/article.aspx?id=3284#.T2OAoCUXRvw.facebook>

38. Les services de la santé publique en Grèce sont accessibles aux seuls employés ayant des timbres de cinquante jours ouvrables, soit au moins deux mois du travail durant l'année fiscale précédente. Les chômeurs sont fournis d'un carnet de santé pour un ou deux années qui ne leur assure que les services de santé de base.

39. Médecins Sans Frontières: flambée du SIDA, du paludisme et de la tuberculose. 16-03-2012, <http://www.pheme.gr/article.aspx?id=3284#.T2OAoCUXRvw.facebook>



ont augmenté de 1250% chez les usagers de drogues par voie intraveineuse, ce qui est attribué aux coupures drastiques dans les programmes de fourniture de seringues. En plus, il y a une flambée du paludisme après 40 ans en Grèce du sud et de la tuberculose chez les migrants économiques.

PAUVRETÉ INFANTILE

Les enfants sont aussi une des populations vulnérables les plus touchées par la crise. En 2009, d'après Eurostat, 439.000 enfants (de moins de 17 ans) vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en Grèce, soit un taux de pauvreté des enfants à 23%, contre 20,5% pour l'ensemble de l'Europe. Le pourcentage des **enfants vivant dans la pauvreté** a augmenté à 23,7 en 2010, selon une étude d'ELSTAT, soit 2,3 points plus élevé que le taux respectif de la population totale⁴⁰. Selon UNICEF, entre 2009-2012, la pauvreté s'est étendue de manière inquiétante chez les enfants. Deux exemples des conditions de vie terribles de dizaines de milliers d'enfants sont les suivants:

A. 37,1% des enfants pauvres vivent dans des ménages qui se déclarent incapables à assurer un chauffage suffisant,

B. les incidences de l'évanouissement des élèves en raison de la malnutrition extrême a conduit des nombreuses écoles à fournir des collations gratuits. En décembre, le ministère de l'éducation, a annoncé l'obtention de financement des programmes communautaires de lutte contre la pauvreté (sic), concernant la fourniture du lait et des fruits frais à 250.000 enfants des écoles où on rencontre ces phénomènes intenses.

Tout cela implique, selon une étude des professeurs européens pour la Banque Mondiale, que «pour la première fois depuis 1950 il y a une hausse de la mortalité infantile dans notre pays! Depuis 2008, à savoir l'entrée de la Grèce en crise, le taux de mortalité infantile est passé de 2,7 (par 1000 enfants d'un an) avant la crise à 3,8⁴¹. Ceci, dit-on, «entraîne aussi le dérive de l'espérance de vie de toute la population, qui tend à diminuer de deux à trois ans», en soulignant que ceci «n'est pas dû tellement aux soins médicaux offerts aux citoyens mais plutôt à leur niveau de vie, cible des attaques brutaux ces quatre dernières années»⁴².

DES ECOLES ET DES MENAGES SANS CHAUFFAGE

D'après les données des enquêtes sur la pauvreté citées ci-dessus, dès 2010 jusqu'à l'heure actuelle, **l'impuissance des gens d'avoir du chauffage** constitue un des majeurs problèmes sociaux. En 2010 il y avait déjà 18,7% de la population⁴³ qui

40. UNICEF, «La situation des enfants en Grèce, 2012», Comité national hellénique pour l'Unicef Mars 2012 <http://www.unicef.gr/news/2012/n120403.php> et «La baisse inédite du niveau de vie et l'augmentation de la pauvreté dès 2010: les données choquantes d'ELSTAT», in.gr, 02-11-2012, <http://news.in.gr/economy/article/?aid=1231220484>

41. Fydanidou Elena, «Les enfants, les premières victimes de la crise», To Vima, 18.11.2012, <http://www.tovima.gr/society/article/?aid=484475>

42. Ibid.

43. «La baisse inédite du niveau de vie et l'augmentation de la pauvreté dès 2010: les données choquantes de l'ELSTAT (ΕΛΣΤΑΤ)», in.gr, 02-11-2012, au <http://news.in.gr/economy/article/?aid=1231220484>



déclaraient incapables à s'assurer un chauffage suffisant. Les augmentations successives ont **plus que doublé le prix du pétrole** par rapport à celui de 2009; ceci est dû à l'augmentation de la taxe sur le prix de vente, afin que le gouvernement récupère l'argent nécessaire pour le remboursement des prêts. Par conséquent, il y a des centaines de milliers de ménages qui, en outre de ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté,

ne peuvent pas couvrir leurs frais de chauffage. Alors que le prix moyen du fuel était 0,57€ le litre en 2009 et 0,71€ en 2010, il a atteint le niveau de 0,91€ en 2011 et de 1,37€ en 2012. En un an, depuis 2011 jusqu'au décembre 2012, la consommation du fuel a baissé de 75%, malgré tous les pronostics qui prévoyaient l'accroissement des recettes publiques par le biais de l'assimilation de la taxation du fuel de chauffage à celle du diesel; cet échec a révélé l'impasse auquel mènent les politiques appliquées⁴⁴. Les citoyens se sont tournés vers d'autres types d'énergie et de chauffage, entre autres le bois, ce qui a résulté à une intense récurrence du smog dans plusieurs villes et à l'augmentation de l'exploitation forestière illégale et incontrôlée, avec des conséquences destructives pour l'environnement.

La plus grave conséquence de la hausse du prix du pétrole est **le risque que les écoles restent sans chauffage**, comme il y a des zones de montagne où les autorités locales déclarent que les fonds qui leur sont fournis ne couvrent pas les besoins existants. Ayant déjà réglé les thermostats des écoles à des températures plus basses, les responsables avertissent qu'il y a 3500 établissements scolaires qui sont confrontés à la menace de fermeture, faute de possibilité de couvrir le coût du chauffage. Cette situation dramatique, ainsi que des plaintes adressées par des milliers de citoyens dans les zones de montagne de la Grèce du Nord, ont fait annoncer au Ministère de l'Éducation (au début Janvier), la mise en disposition de 60 millions € supplémentaires, pour le chauffage des écoles. Néanmoins, ce montant ne peut résoudre le problème du chauffage scolaire que partiellement, si l'on considère que, depuis le début de l'année scolaire, le Ministère a déjà fourni 80 millions € qui ont été consommés en trois mois qui n'ont pas été très froids, alors que reste encore la partie la plus rigoureuse de l'hiver.

LE RISQUE DE DESTRUCTURATION DE LA COHESION SOCIALE

Les services sociaux et l'état-providence en Grèce n'ont jamais atteint le niveau européen; Ils ont toujours été faibles, même avant l'adoption du néolibéralisme aux débuts des années 1990, ou avant les programmes d'austérité imposés par les différents mémorandums. C'est ainsi que se sont développés dans le pays d'autres genres de



liens sociaux, à savoir ceux de la famille, qui constitue un réseau de sécurité et de solidarité complémentaire aux institutions officielles, bien ancré dans la société. Ce réseau a considérablement protégé

44. See also "Tax-looting" and "Price Increases – Households without power" (above).

les couches sociales les plus vulnérables de la pauvreté et de l'isolement social. Or, dans les circonstances actuelles, du démantèlement des services sociaux et de la réduction massive et brutale d'une grande partie de la population dans l'état de pauvreté –à cause du chômage ou du pillage fiscal-, la famille est dépourvue de sa capacité de jouer le rôle qu'elle avait avant. Ce fait accélère la **déstructuration de la cohésion sociale**, avec des contrecoups immédiats sur le nombre des sans-abri, qui a atteint 20.000 personnes. Plus de 50% des sans abri du pays vivent à Athènes et au Pirée; leur nombre a augmenté de 25%⁴⁵ entre 2009 et 2011.

LES IMMIGRES- LE RACISME

Un autre indice, aussi important, de la dégradation de la cohésion sociale, c'est la détérioration du climat social vis-à-vis des immigrés et des réfugiés; il s'agit d'un climat de marginalisation violente qui prend des formes variées, entre le rejet et l'interdiction de faire usage de ses moindres droits légaux (à savoir: la demande d'asile), jusqu'à la répression ouverte et la manifestation de xénophobie de la part de l'état grec et de ses gouvernements qui lancent des pogroms contre les immigrés, font des arrestations sur la base de l'apparence physique et utilisent des camps de détention remplissant un minimum de critères d'accueil⁴⁶. Il faut aussi signaler les agressions racistes et les meurtres réalisés par des groupes fascistes tolérés, et souvent couverts par la police et les autorités judiciaires. Le fait que ces agressions racistes font, depuis quelques mois, l'objet d'une enquête systématique réalisée par les services compétents de l'ONU et de l'état grec, est révélateur de la montée du racisme en Grèce. Selon l'enquête, entre octobre 2011 et décembre 2012 il y a eu plus de 200 attaques racistes⁴⁷. Le nombre de meurtres n'y est pas cité, mais durant les 3 derniers mois, 5 immigrés ont été assassinés. L'aggravation de la crise, le durcissement des mesures (économiques et répressives) adoptées par les gouvernements et les politiques de fragmentation du corps social, ainsi que le fait que les auteurs de ces agressions n'ont pas été punis –au contraire, ils ont profité d'une certaine visibilité grâce aux médias- permettent la dérive de la colère populaire vers le racisme et le fascisme.

Photo de l'opération «Zeus» (pogrom anti-immigrés), té 2012.



45. M. Kontoroussi, "L'envolée du nombre des sans-abri en Grèce en deux ans", 29.03.2012, http://news247.gr/eidiseis/ragdaia_aukshsh_twn_astegwn_sthn_ellada_mesa_se_duo_xronia.1712500.html

46. Selon l'Observatoire des Droits de l'Homme en Grèce, l'issu des rafles organisés par la police sous le nom de "Zeus protecteur des étrangers" a été 50.000 arrestations; 3700 immigrés ont été détenus pour ne pas avoir des documents ou pour d'autres fautes de petite importance. A noter que la Grèce a été condamnée à plusieurs reprises par les tribunaux internationaux pour les conditions abominables qui règnent dans les lieux de détention d'immigrés, c'est-à-dire, des commissariats et des camps de concentration, à tel point que la majorité des pays de la zone euro refusent d'appliquer le Traité de Dublin II lorsqu'il est question de renvoyer les immigrés sans papiers en Grèce.

47. V. http://www.coe.int/t/commissioner/News/2013/130201Greece_en.asp

4 ans de résistance et de solidarité: personne ne peut se laisser seul dans la crise!



«J'étais un homme respectable, j'avais mon petit commerce, mon entreprise a moi, et je me suis trouvé dans l'état de faire la queue pour une ration de nourriture. Je ne le supportais pas, ma fierté était blessée... Aujourd'hui, j'offre aux autres et à moi-même; c'est cela qui me donne la joie, qui me tient vivant. Chacun d'entre nous contribue selon ses possibilités. Nous sommes au nadir; on essaie, quand-même, de s'entraider. Nous nous sentons en famille, cet endroit est ma seconde maison».

Tassos,
volontaire au Club de Solidarité de Neos Kosmos⁴⁸

Durant ces 4 ans du pillage réalisé par les mémorandums, le peuple grec a refusé de devenir cobaye pour les "traitements choc". Il a démenti les projets et les attentes des élites économiques et politiques grecques et étrangères. De la Crète à l'Ebre et de Rhodes à Florina, des milliers de personnes, hommes et femmes, jeunes ou âgés, grecs et immigrés, ont créé un fort mouvement de résistance et de solidarité, réunis par la conviction que les politiques des mémorandums doivent être renversées. Malgré les différences en ce qui concerne leurs idéologies et leurs affiliations politiques, tous ces gens sont résolus de ne laisser **"personne seul dans la crise"**. Et cela va de pair avec les luttes sociales et politiques qu'ils mènent.

Le point de départ a été les assemblées publiques dans les quartiers et les places publiques, ainsi que les comités de résidents qui participaient au mouvement "Je Refuse de Payer". C'était un mouvement de résistance contre les péages et la

hausse des prix des transports publics, qui est devenu très populaire pendant la période 2009-2011. Mais, la première expression massive du mouvement de solidarité, qui a renforcé son ancrage dans les quartiers, a été le refus collectif des gens à payer la taxe supplémentaire imposée sur les biens immobiliers (haratsi). Cet acte de désobéissance politique qui a trouvé des solidaires dans l'administration régionale (beaucoup de maires progressistes de la gauche) s'est développé en même temps que tout un univers de réseaux et de structures de solidarité concrète. Une autre étape considérable de ce processus a été la grève organisée par les ouvriers de la Société Sidérurgique Grecque; la grève a duré 10 mois et elle a engendré un énorme mouvement de solidarité diffusant l'esprit et les pratiques solidaires dans tout le pays.

Ce mouvement de solidarité consiste en plusieurs centaines de collectivités et initiatives autonomes et autogérées, l'activité desquelles se déploie sur une grande rangée de champs différents. Leur but primordial est répondre aux besoins élémentaires de survie et à la nécessité d'une organisation collective



48. M. Gasparakis, "Nous sommes là pour donner de l'espoir", Avghi, 21.10.2010, <http://www.avggi.gr/ArticleActions/show.action?articleID=722263>

en démarrant par un secteur spécifique (p.ex. la santé, la nourriture, l'éducation). Avec le temps, elles acquièrent le rôle de transformateur social et étendent leurs activités dans de nouveaux secteurs. Le quartier constitue le champ de référence de ces démarches et l'assemblée publique le modèle de leur fonctionnement; cette assemblée est ouverte, tant aux organisateurs des structures qu'à ceux qui en sont concernés. D'ailleurs, la participation et l'organisation des personnes qui reçoivent les prestations fournies par les structures de solidarité constituent les principales cibles politiques de celles-ci. Voilà pourquoi dans les structures il y a un nombre considérable de chômeurs, de personnes qui se sont trouvées en dehors du travail (des retraités, des petits entrepreneurs en faillite) et de gens qui travaillent dans la précarité. Les différentes structures de solidarité participent à des réseaux informels, suivant leur position géographique ou le secteur dans lequel elles s'activent (p.e. le réseau des cabinets médicaux). Ce type d'organisation vise à la maximalisation de leur efficacité. Certains syndicaux essaient, à l'heure actuelle, de créer leurs propres structures de solidarité, afin de protéger leurs membres. Cette rencontre du mouvement de solidarité et des syndicaux a beau avoir lieu avec du retard, elle peut, néanmoins, offrir une nouvelle perspective au mouvement et aux luttes sociales et politiques qui ont lieu en Grèce. Suit une présentation des principaux types des structures solidaires.

DES CABINETS MEDICAUX ET DES PHARMACIES SOCIAUX

Dans le secteur de la santé il y a des **cabinets et des pharmacies** qui offrent leurs services surtout à des chômeurs et des gens sans sécurité sociale. Leur fonctionnement, soutenu parfois par la commune qui leur fournit les locaux nécessaires, est exclusivement basé au bénévolat et aux donations –en général en espèce– des gens. Le Cabinet Métropolitain d'Hel-lénicon & Argyroupolis nous offre une image de l'échelle de mobilisation des gens: le cabinet comptait 60 volontaires les premiers mois de son fonctionnement (au printemps 2012), alors que leur nombre actuel est 150. Les décisions sont prises par l'assemblée publique, avec la participation égale de tous ses membres, qu'ils soient des volontaires ou des travailleurs spécialisés. Il y a, cependant, des efforts d'y engager progressivement les patients.

Il y a, en outre, un réseau de cabinets et de pharmacies sociaux qui essaient de trouver des solutions immédiates et concrètes à des cas de manque de médicaments, vaccins etc., par la réutilisation des préparations qui ne sont plus nécessaires à leurs utilisateurs initiaux. Les statistiques tirées auprès de trois cabinets sociaux dans des régions différentes du pays, révèlent que la demande pour un traitement médical et pharmaceutique est croissante: le Cabinet Médical de Réthymnon, en Crète, a accueilli 780 personnes en 2008-2009, 1100 personnes en 2010 et 1580 en 2011. Le Cabinet Métropolitain d'Hellenicon, à Athènes, a accueilli 1200 patients depuis son ouverture, aux débuts de 2012, jusqu'au mois d'août et 1800 du septembre au novembre. Le Cabinet Social de Thessalonique a, respectivement, accueilli 6000 personnes du novembre 2011 au novembre 2012.



Ενώπιον σε ένα σύστημα
που εσθλαίνον τη ζωή
Στηρίζουμε!



εκδόχωση - συζήτηση για
το υπό κατεδέρση δημόσιο Σύστημα Υγείας
α
το Κοινωνικό Ιατρείο Αλληλεγγύης
τη δημιουργία, τη δράση, τους στόχους του
κινιγράφος "Αλλελεγγύης" Εθν. Αγίας 1
Κυριακή 12/02/12, στις 11:00 π.μ.

Affiches
de la Clinique
Solidaire
du Pirée et
de la Clinique
Sociale de
Thessaloniki.



Distribution des denrées alimentaires par le groupe «l'autre homme».

Collecte de nourriture en dehors d'un supermarché à Athènes.



LES CUISINES SOCIALES: DISTRIBUTION DE NOURRITURE

En ce qui concerne la nourriture, il y a une série d'initiatives et de démarches qui sont réalisées; à côté des **cuisines collectives sociales** qui s'adressent aux chômeurs et aux sans-abri -en offrant en même temps leur solidarité aux luttes des travailleurs-, il y a des initiatives de **collecte et de distribution d'aliments** à des ménages qui n'ont pas de moyens. Dans tous les cas, le but est mobiliser et faire participer aux gens qui affrontent le problème, rompre l'isolement social et attribuer au problème son caractère social; faire lutter aux gens contre le désespoir, l'égoïsme, la fragmentation sociale et le fascisme ; consolider la cohésion sociale et l'esprit collectif dans les quartiers. Nous citons quelques exemples: le Réseau de Solidarité de Vironas (Athènes) a démarré l'été de 2012 et six mois après il fournit des aliments à 240 familles tous les 15 jours. Au tout début il y a eu 4-5 personnes qui ont inauguré le réseau, alors qu'aujourd'hui il y a plus de 30 personnes actives qui participent à l'assemblée. Le Club de Solidarité à Neos Kosmos, un quartier pauvre d'Athènes, offrait des cours gratuits au début, en septembre 2011; un an après, il a inauguré une cuisine sociale qui nourrissait 10 personnes. A l'heure actuelle (février 2013), la cuisine offre 45 repas par jour et le Club fournit un sac d'aliments tous les 15 jours à 35 ménages. Un autre exemple, digne d'être signalé, est celui de la Table Participative de Solidarité et d'Emancipation des Amis d'Annika à Kavala (Grèce du Nord). La Table Participative a commencé de fonctionner, occasionnellement, à Noël 2011; depuis Pacques 2012 elle fonctionne tous les vendredis soirs. Les participants sont invités à contribuer, chacun selon ses moyens (en offrant des aliments, des couverts, des nappes ou en participant à la préparation, le nettoyage etc.) à la réalisation de la soirée. Les matériaux sont fournis à la Table sous forme de donation.

Chaque repas est accompagné de musique et de conversation parmi les participants; le but est la rencontre sociale, la convivialité et non pas le repas tout court. La Table Participative couvre, à l'heure actuelle, les besoins d'environ 200 personnes; alors qu'au début il y a eu 10 organisateurs, leur nombre est accru aux 40, et prochainement la Table offrira le repas tous les midis.

Sans
intermédiaires
par le Réseau de
solidarité pour
tous, Trikala.

SANS MEDIEATEURS - LES EPICERIES SOCIALES

Le "mouvement sans médiateurs", connu aussi sous le nom de "mouvement de la pomme de terre", contribue largement à la résolution des problèmes nutritionnels et, en même temps, s'oppose aux prix élevés du marché alimentaire. Il met en contact directe les producteurs agricoles et les consommateurs des zones urbaines en supprimant la médiation des réseaux commerciaux; il offre, ainsi, aux producteurs la possibilité de vendre leurs produits à des prix plus intéressants par rapport à la vente au grossiste et aux consommateurs celle d'acheter des produits frais à des



prix beaucoup plus bas que ceux du marché. Le “mouvement de la pomme de terre” (appelé ainsi car la pomme de terre a été le premier produit vendu sans médiateurs) a connu une grande réussite et des centaines d’initiatives dans tout le pays. Il vise à stimuler la production locale, en soulevant ainsi la question de la domination alimentaire et d’un développement agricole décentralisé. Il a apparu il y a juste un an, au moment où les défenseurs des mémorandums menaçaient d’une crise alimentaire si leurs politiques n’étaient pas adoptées; le mouvement a prouvé qu’ils mentaient et il a présenté une approche différente –une réponse collective- à la question de la distribution alimentaire; c’est aussi un projet d’organisation économique participative. Comme résultat, on a eu le développement de réseaux entre producteurs et consommateurs et la création de formes de vente directe de produits dans les **épiceries sociales**. On a eu aussi, le développement de **terrains collectifs autogérés** qui se trouvent dans l’espace urbain ou périurbain. Suivant une enquête faite par la GCEVEE (Confédération Générale d’Artisans Professionnels et de Commerçants de Grèce) «22% des ménages grecs ont déjà acheté des biens essentiels auprès des réseaux “sans médiateurs” et 6% auprès des épiceries sociales»⁴⁹. Le Mouvement de Résistance et de Solidarité à Galatsi (Athènes) est indicatif de l’effort collectif que représente l’organisation et la distribution des produits sans médiateurs et de sa réception par les gens; il a démarré en octobre 2012 et a déjà organisé 4 distributions. Si la première distribution a fourni des produits d’une valeur de 30.000 € à 650 ménages, à l’heure actuelle les produits qui sont fournis ont une valeur d’environ 50.000 €, ce qui correspond à la demande de 1250 ménages. Le nombre des participants a respectivement augmenté: le noyau initial comptait 15 personnes; à la première distribution il y a eu 50 volontaires, en dehors des citoyens concernés. Aujourd’hui, la collectivité compte plus de 140 membres.



«La solidarité transforme le besoin en force»,
Forum des
Immigrés de Crète.

L'ECONOMIE DE TROC: UNE ECONOMIE SOCIALE

A côté de ces projets pour une économie alternative sociale, il y en a d’autres –certains d’entre eux existaient déjà avant la crise- qui ont connu, de nos jours, un développement considérable: **les bazars de troc** ont lieu dans des places publiques sans constituer des structures permanentes; **les monnaies alternatives locales** et **les banques de temps** sont des pratiques **d’échange immédiat de services sans argent**. Il y avait, avant la crise, 2-3 Banques de Temps formant des structures fermées appartenant aux collectivités qui les avaient créés. Aujourd’hui, après le mémorandum, il y en a 12; leur modes d’organisation et de fonctionnement sont variés. Cependant, la plus grande différence de ces dernières par rapport aux plus anciennes est qu’elles font partie du mouvement de résistance à la crise par le biais de structures de solidarité



49. IME, GSEVEE (IME ΓΣΕΒΕΕ), Enquete: “Revenus-Depenses des Menages”, 07.02.2013, http://www.gsevee.gr/index.php?option=com_content&view=article&id=249:2013-02-07-09-33-09&catid=56:meletes&Itemid=280



Le Nouvel An Solidaire dans les «Aciéries grecques», au soutien de la longue grève de leurs employés.

Affiche de l'usine reprise et autogérée par les employés de «Viomichaniki Metaleftiki» (Vio. Me.) (2012).



dans les quartiers, d'initiatives de défense des espaces publics etc. A côté de ces structures, on a une multitude de **coopératives**: des cafés, des sociétés de courrier, de réparations d'ordinateurs, des librairies, des coopératives agricoles créées par des femmes au chômage; Il s'agit d'une propagation de diverses formes socialisées et autogérées de travail, de différents types d'une économie solidaire. En novembre 2012, 93 sociétés sociales dans tout le pays étaient candidates pour le Registre des sociétés sociales du Ministère de Travail; la moitié d'entre elles se trouvent à Athènes. En plus, ces deux dernières années, on constate la création de diverses sociétés sociales qui ne suivent pas

le modèle de la coopérative mais celui de la collective de travail, comme réponse au problème du chômage. Ces sociétés, ont beau avoir les caractéristiques d'une petite entreprise, comme celle-ci est définie par le cadre institutionnel en vigueur, leur organisation et leur gestion dépendent, néanmoins, de l'assemblée publique; enfin, elles constituent des anti-structures qui mettent en question le mode actuel d'organisation de la production et du commerce en soulignant l'importance de l'économie solidaire et du renforcement des économies locales. Enfin, le 12 février 2013 on a eu l'ouverture de la première usine squattée et gérée par ses propres employés; c'est l'usine de la société Bio-Met (Industrie Minérale), ancienne filiale de Philkeram-Johnson à Thessalonique.

DES COURS PRIVES SOCIAUX

Des cours de renforcement de l'enseignement scolaire et des classes sociales sont établis, dans le cadre de solidarité, par des Initiatives de professeurs au chômage et des Associations d'Enseignants et de Parents, adressés aux enfants des familles qui ne peuvent pas

couvrir le coût élevé des cours privés. Les **classes sociales** sont organisées par l'assemblée des enseignants, des parents et des élèves qui soulignent que leur but n'est pas remplacer l'enseignement public qui est en danger, mais faire face aux inégalités du système éducatif qui se rétrécit et se dégrade par les politiques des mémorandums, en aggravant les discriminations de classe et en réduisant les chances des enfants qui appartiennent aux classes inférieures. L'Ecole de Solidarité de Nikaia, un quartier ouvrier très pauvre, a été créé en Mars 2012, suite à l'initiative d'un groupe de professeurs qui se sont adressés à l'Union des Associations des Parents de Nikaia, qui a embrassé le projet. L'an dernier l'Ecole a eu



École sociale à Naupacte.



50 élèves; en septembre dernier elle a ouvert avec 25 professeurs, 100 élèves –leur nombre actuel est 120, alors qu'il y a une liste d'attente- et avec 25 parents qui travaillent au tour de rôle dans le secrétariat.

DES LIEUX DE LOISIR ET DES ESPACES DE CULTURE ALTERNATIVE

La création, il y a plus de dix ans, de dizaines d'espaces alternatifs sociaux par des initiatives autonomes de citoyens, des mouvements sociaux et des groupes radicaux de la gauche a formé un réseau informel qui est devenu lieu de développement de nouvelles idées et pratiques concernant les activités qui sont citées ci-dessus. Ces espaces alternatifs s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle culture politique d'autogestion, embrassant un grand spectre d'activités –politiques, culturelles ou autres-, réalisées par des initiatives et des groupes divers, des comités de résidents etc. ; leur but est créer des lieux de rencontre et d'organisation collective dans chaque quartier. Un projet très original est celui de l'Ecole de Musique, créée par des professeurs de musique qui ont lancé un appel dans le twitter, en février 2012, à ceux qui s'intéressaient à des cours de musique gratuits. L'an dernier l'Ecole a fonctionné avec 80 élèves qui suivaient les cours à trois endroits et régions différents, alors que cette année elle a ouvert deux espaces supplémentaires. Ses 120 élèves ont été sélectionnés auprès de 1000 candidats ; la raison de la sélection a été le manque de professeurs et d'espace. Il y a plus de 50 professeurs de musique qui travaillent à l'Ecole et une trentaine de volontaires qui s'occupent du secrétariat ; l'assemblée est constituée des professeurs, des élèves et de leurs parents.

DES GROUPES DE SOUTIEN JURIDIQUE

La crise pille les revenus et les biens des travailleurs et des classes moyennes en les privant, en même temps, de leurs droits; par conséquent, il y a de plus en plus des gens qui ne peuvent pas se défendre contre ces attaques permanents. Afin de faire face à cette situation, il y a des groupes d'avocats qui donnent des conseils juridiques offrant du support à des travailleurs impayés, ou qui affrontent des relations de travail difficiles. Ils prêtent aussi de l'aide à des gens qui se trouvent devant la menace de l'expulsion car ils ne peuvent pas payer leurs dettes. Le groupe de soutien juridique de la "Solidarité pour Tous" est très récent; il a à peine deux mois d'expérience. Durant ce temps-là, il a offert son aide à divers cas concernant le droit de travail, des retraites, la migration, l'arbitraire policier et la répression, des cas de dettes au service fiscal ou au PPC, ainsi que des cas de ménages surendettés, ces derniers représentant le tiers des cas examinés, alors qu'un autre quart concerne des problèmes de sortie à la retraite.



Conservatoire
social à Athènes



Affiche d'une
manifestation
du groupe
«Fourmi»
à Athènes.

DU SUPPORT AUX IMMIGRÉS

L'École Ouverte
des Immigrés
au Pirée



L'expérience acquise par l'organisation de **structures de support aux immigrés** qui vivent en Grèce, sous la forme d'aide juridique ou de services de santé de base, des cours de grec etc., a enrichi notre savoir et cela nous a permis d'offrir le même support aux citoyens grecs. Plusieurs structures créées pour le soutien des immigrés et des réfugiés, s'adressent aujourd'hui à un grand nombre de gens du pays. Par ailleurs, toutes les structures du mouvement de solidarité sociale sont ouvertes à tous ceux qui en ont besoin, indépendamment de leur religion, couleur, race ou choix sexuel.

Les initiatives de solidarité sont prises sur la base du principe d'égalité et leur but est la création d'un espace commun et d'un champ de rencontre, de socialisation et de lutte pour tous ceux qui sont touchés par la crise, contre les politiques manipulatrices de fragmentation et de barbarisme social. En même temps, les structures de support aux immigrés poursuivent leur tâche, intensifiant leur lutte contre le racisme et le développement du fascisme.

Nous avons formé cet ample et varié mouvement de solidarité pas seulement pour reconforter les gens, mais aussi dans la perspective de construire un autre monde, au delà des normes existantes du profit et du marché. Contre la destruction (des restes) de l'état social et de la cohésion sociale, nous répondons avec la création de nouvelles structures de solidarité, nous construisons de nouveaux types de relations sociales, de nouveaux quartiers, de nouveaux espaces publics, qui seront le prélude d'un changement social général.

Notre thèse est que la solidarité s'exprime par la lutte politique, par la participation aux luttes communes et non par la charité de ceux qui ont des moyens à ceux qui n'en ont pas. Elle s'exprime par la motivation et l'organisation de ceux qui se trouvent en nécessité afin qu'ils se tiennent debout pour revendiquer ce qui leur appartient.

La solidarité, l'auto-organisation du peuple et la lutte collective pour le renversement de l'état des choses politique et social constituent les trois piliers complémentaires de notre résistance et les bases de construction d'un autre monde au delà du capitalisme.

Solidarité pour Tous

Dans ce cadre, on a vu émerger la «Solidarité pour Tous» comme une collectivité qui s'efforce:

De faciliter la communication des réseaux et des structures de solidarité effective ainsi que l'échange d'expériences et de «savoir-faire» entre eux. La «Solidarité pour Tous» est une collectivité ouverte à chacun et chacune qui est passionné(e) du triptyque solidarité- résistance-auto-organisation. Elle ne tient pas à exprimer ou représenter toute cette galaxie de formes de solidarité, mais se propose comme le carrefour national où ces réseaux et structures de solidarité effective se croisent.

De rendre accessible et visible la présence de cet univers de solidarité à tout le monde qui en a besoin, partout dans le pays, par la voie de l'information et de l'enregistrement, suivant la région géographique et l'activité, des différentes structures de solidarité et de leurs coordonnées, qui sont disponibles dans le site: www.solidarity4all.gr.

De renforcer toutes les tentatives déjà en marche de toute manière possible (fourniture de matériau et de main-d'œuvre, soutien financier, assistance mutuelle etc.), ainsi que porter assistance au partage de l'expérience acquise et du savoir-faire, afin d'encourager et promouvoir des nouvelles formes de solidarité partout où il en manque.

De diffuser le concept politique que nous tous, touchés par la crise et les contre-coups de l'application agressive des mémorandums, devons prendre notre vie en main. Que nous ne pouvons pas et ne voulons pas substituer à l'«état social» en dégradation, mais, en revanche, en luttant pour la survie du peuple et de la société grecs, nous revendiquons le droit de tous et de toutes à vivre dans la dignité, nous construisons des liens d'unité entre employés et chômeurs, autochtones et immigrants, professionnels de la santé et patients, enseignants et élèves, en prouvant que l'on peut vivre mieux dans un monde plus juste et humain.

De mener des campagnes de solidarité d'une envergure nationale en commun avec les structures solidaires locales comme, par exemple, la campagne actuelle sous le titre «une bouteille d'huile à chaque chômeur», qui demande aux oléiculteurs d'offrir quelque quantité d'huile en barils qui parviennent ensuite par le biais de nos structures de distribution d'aliments à des ménages qui se trouvent dans des centres urbains et sont touchés par le chômage et la pauvreté.

De promouvoir la campagne internationale de solidarité avec le peuple grec à un niveau à la fois politique et financier, par la voie de : mobilisations, journées internationales d'action, soutien financier, fourniture de médicaments et de denrées alimentaires; par la mise en place d'un réseau horizontal entre les organisations ou groupements étrangers et les structures et réseaux de solidarité en Grèce.

La «Solidarité pour Tous» se veut une petite pierre de plus dans l'édifice de la lutte pour une vie sans mémorandums, sans pauvreté, exploitation de l'homme, fascisme et racisme; dans la perspective de créer les conditions nécessaires à un renversement radical politique, à une transformation sociale.



Affiche de la «solidarité pour tous» pour la campagne «une bouteille d'huile pour chaque chômeur».

Campagne Internationale de Solidarité avec la Grèce

L'ampleur de la ruine sociale qui s'accélère en Grèce, malgré la résistance de la société qui se mobilise contre la perpétuation et la diffusion de la crise humanitaire, rend nécessaire le développement d'une campagne internationale de solidarité effective avec le peuple grec. Cette dernière ne doit pas se réduire à pourvoir aux besoins matériels fondamentaux sans tenir en compte la nécessité des luttes politiques communes. Si la Grèce est devenue un champ d'expérimentation pour les politiques qui, dans l'avenir, seront appliquées dans le reste des pays de l'UE, ou pour les pays du nord/de l'ouest de l'Europe développée, qui sont en récession, la valeur politique de la solidarité et notamment de l'échange des expériences issues de la résistance populaire -afin que les peuples se rallient dans un front commun contre les politiques néolibérales- s'avère précieuse. Il incombe à nous de faire cette lutte épanouir et fructifier. C'est dans ce sens que la «Solidarité pour Tous» entend œuvrer.

Initiatives de Solidarité Politique

Le fort développement des structures de solidarité de la part du peuple grec, issu des luttes des trois dernières années contre la faillite économique, politique et sociale et contre la corruption de tout un système, a ouvert une brèche vers un autre avenir, ce qui terrifie les forces politiques qui soutiennent les mémorandums. La tentative en marche d'imposer l'«état d'exception» de leur part vise à mettre à bas l'esprit militant de la société, moyennant la destruction des structures de ce mouvement populaire massif. Depuis quelques mois la pression et les attaques commises contre des structures de solidarité, des lieux de rencontre et des espaces libres et publiques (comme: le Marché de Kypseli qui est exploité par les résidents, le Théâtre «Embros» à Athènes qui a été récupéré par les acteurs, le «TEM monnaie alternative» à Volos, le centre culturel «Istos» à Chaidari, divers squats à Athènes, à Thessalonique et à Xanthi, ainsi que la tentative d'interdire/dissoudre le mouvement «sans médiateurs» à Thessalonique) par les appareils institutionnels et para-étatiques s'accroissent sous le prétexte de contrôles fiscaux, d'enquêtes policières et de raids fascistes. L'intimidation des Médecins Sans Frontières à Perama, dont l'activité à la fois humanitaire et antiraciste au sein d'une des communautés les plus pauvres d'Athènes inquiète les fascistes, par un groupe des 40 néonazis-membres de l'«Aube dorée» (Chrissi Avghi) en constitue un exemple récent.

Dans le même temps, toute une série des grèves et manifestations des syndicats d'employés et d'agriculteurs, à l'encontre de la mise en œuvre des dispositions du mémorandum III, ont été déclarées «illégales» par les tribunaux, dans le cadre de la «stratégie de tension», afin de «légitimer» l'intervention violente de l'appareil étatique de répression et la gouvernance par la voie des ordonnances, tous les deux en violation flagrante de la Constitution. En même temps, les organisations nationales et mondiales, responsables pour la détresse et la crise humanitaire d'un peuple entier, préconisent une croissance sur la base de l'exploitation de la pauvreté et de l'indigence. Moyennant l'argent d'impôts prélevés, une sorte de clientélisme politique propre aux pays du Tiers-monde se forge sous la forme des structures officielles de solidarité.

Le devoir d'affronter la résurgence dudit autoritarisme souligne la portée politique de notre lutte. La lutte pour la synthèse des résistances, à l'encontre de l'éparpillement, conditionne la réussite du mouvement de solidarité et de ses partisans.

C'est pourquoi, nous tenons à l'information continue de l'opinion internationale sur les causes réelles de la crise grecque et ses répercussions, aussi bien que sur les luttes du peuple grec à l'encontre de ces politiques dévastatrices. Nous craignons que l'envergure de la résistance du peuple grec n'a pas été dument éclaircie jusqu'à maintenant. Malgré le fait que les politiques prédominants ont rendu le peuple grec un objet d'expérimentations, c'est le même peuple qui s'efforce de frayer des nouvelles voies de résistance et de création, en dépit des obstacles. Le slogan: «Ils veulent faire Grèce l'image de l'avenir d'austerité – Nous voulons faire tous ensemble Grèce l'image de l'avenir sans eux», pourrait s'unir la solidarité avec la lutte pour renverser les politiques impopulaire de la classe dirigeante en niveau europeen et international.

En dehors, donc, de la diffusion indispensable des renseignements et des idées, il y a, encore, une série d'actions qui peuvent y contribuer :

- Des concerts, projections, manifestations de solidarité; diffusion de l'information
- Des résolutions de solidarité aux grèves en marche ou déjà réprimées
- Des Démarches de protestation auprès des ambassades grecques et d'organisations internationales
- Des dates communes de mobilisation internationale et de solidarité lors des grèves ou des grandes manifestations grecques
- Coordination des initiatives de solidarité. Une occasion de rencontre pourrait être à Alter Summit à Athènes le 7-9 Juin.

La «Solidarité pour Tous» est à votre disposition si vous souhaitez choisir une des actions proposées.

Actions de solidarité immédiate - Aide matérielle

Si quelqu'un veut **participer dans la campagne internationale de solidarité en Grèce**, qui a déjà commencé par «Solidarité pour Tous», il y a plusieurs moyens pratiques, comme les suivants:

A. A ce stade nous croyons que le moyen le plus efficace sera de collecter et envoyer de l'argent **pour le soutien financier de certains programmes et structures de solidarité**, qui fonctionnent dans des régions particulièrement pauvres. La «Solidarité pour Tous» est en contact quotidien avec toutes les structures de solidarité sociale qui existent dans le pays et leur fournit du soutien matériel, sur demande. Il est facile à comprendre que les ressources financières disponibles sont limitées et ne suffisent pas à satisfaire les besoins croissants. Nous ne négligeons pas le principe d'équipartition géographique et thématique. Si vous voulez participer à la campagne internationale de solidarité pour soutenir les projets de solidarité sociale, nous vous proposons de contacter avec «Solidarité pour Tous» qui vous aidera à repérer les destinataires de votre solidarité. Le compte bancaire dans lequel vous pouvez déposer vos dons est: **IBAN GR5901100400000004048343562 BIC ETHN-GR AA**

B. En ce qui concerne l'alimentation, les structures de solidarité commencent à rencontrer des difficultés à collecter la nourriture nécessaire, car il y a une augmentation radicale des personnes qui en ont besoin. Les structures qui s'occupent de l'alimentation collectent des aliments par l'intermédiaire des super-marchées, surtout, où les personnes sont demandées à offrir des petites quantités d'aliments, qui sont ensuite distribuées à des ménages repérés en tant que vulnérables dans chaque région. Nous avons organisé une **campagne nationale de soutien aux**

structures d'approvisionnement alimentaire en adressant un appel central pour la collecte et la disposition directe d'aliments aux structures. Par conséquent, la collecte d'argent pour acheter **des aliments de longue durée pour Grèce**, contribuerait largement à la lutte du peuple grec.

C. Une campagne nationale et **internationale afin de regrouper des vaccins infantiles et des médicaments** destinés aux Cabinets Sociaux se trouve en cours. Par expérience, nous voyons qu'il y a un grand problème en ce qui concerne les vaccins pour les enfants, car les parents, qui ont perdu leurs droits d'assurance, ne peuvent pas couvrir le coût. De plus, des milliers de retraités et de personnes souffrantes de maladies chroniques et sévères ne peuvent pas faire face aux coûts de leurs médicaments. Vous pourriez contribuer à la campagne en offrant de l'argent afin qu'ils puissent acheter des médicaments en Grèce. Nous avons un catalogue portant les vaccins et les médicaments nécessaires ; nous l'avons créé en collaboration avec les cabinets et les pharmacies sociaux ayant consulté des médecins qui travaillent dans les hôpitaux publics.

D. De plus, une seconde campagne nationale et **internationale sera bientôt lancée pour la collecte d'aliments pour enfants et de lait infantile**. Selon des enseignants et des médecins des Cabinets Sociaux, les difficultés économiques ont engendré des phénomènes de famine, à la fois chez les nourrissons et les enfants d'âge scolaire. Les aliments collectés seront distribués aux ménages par les structures de solidarité locales et les Cabinets Sociaux, qui luttent déjà contre la famine des enfants. Vous pourriez contribuer à cette campagne en regroupant de l'argent pour ce but. Si vous préférez regrouper et expédier des produits, nous vous prions d'utiliser des sociétés moralement correctes .

Soyez conscient(e)s que la situation que nous vivons ces dernières années en Grèce est complètement inédite ; par conséquent, nous avançons par des petits pas, en se mettant des questions sur tout. Et nous sommes convaincu(e)s que c'est la bonne voie. Si parfois nous donnons l'impression d'être inefficaces, soyez certain(e)s qu'une lutte de telle importance nécessite un excédant de dignité et de force. Et le peuple grec donne cette lutte, malgré la pauvreté et la pression qu'il éprouve, avec du sourire, en puisant de la force à sa longue tradition de grandes luttes. Il y a divers besoins et de multiples moyens d'y participer. Nous vous invitons à nous rejoindre afin de tracer des nouveaux sentiers qui nous mèneront, peut-être, à des endroits plus claires.

March 2013

www.solidarity4all.gr

e-mail: international@solidarity4all.gr

Akadimias 74, 106 78 Athènes

tel.: ++210-3801.921, ++210-3801.925, SOS tel.: 210-38.01.943

Compte bancaire: IBAN GR5901100400000004048343562 BIC ETHNGR AA